

## ZAKARIA ADOUM, Président du Conseil d'Administration d'AIDER : L'insertion professionnelle des étudiants tchadiens au cœur des partenariats entre l'enseignement supérieur et le développement rural

Chapeau introductif

Dans le cadre du projet APES-Tchad visant à professionnaliser l'enseignement supérieur dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, le consultant Osée Djikolmbaye Djibé a rencontré Zakaria Adoum, président du Conseil d'Administration de l'Appui aux Initiatives de Développement Rural (AIDER). Cette ONG, née de la transformation de projets suisses en structures autonomes en 2010, œuvre dans sept provinces du pays, avec une expertise reconnue en économie rurale, santé communautaire et éducation des jeunes. Son parcours et sa vision des synergies entre acteurs locaux et institutions universitaires offrent un éclairage précieux sur les leviers d'insertion professionnelle des jeunes diplômés tchadiens.

### 1. Présentation de l'AIDER et de son parcours : une ONG ancrée dans le développement rural tchadien

L'Appui aux Initiatives de Développement Rural (AIDER) est une organisation nationale née en 2010 de la transformation de projets suisses menés dans plusieurs provinces du Tchad, dont l'Ibar et le Gazza. Comme l'explique Zakaria Adoum, « ces projets s'appuyaient sur des initiatives locales pour les rendre autonomes », aboutissant à la création d'entités distinctes dans chaque région. L'AIDER, initialement soutenue par des communautés islamiques, a depuis diversifié ses partenariats, collaborant aujourd'hui avec des acteurs comme Oxfam, Prohippa ou le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Son président, Zakaria Adoum, incarne cette transition : ancien coordinateur de l'organisation pendant cinq ans, il a ensuite rejoint la fonction publique avant de revenir siéger au Conseil d'Administration. « Je suis bien placé pour faciliter des

partenariats, ayant une connaissance approfondie de la situation et de l'administration », souligne-t-il. Cette expérience lui permet d'envisager des collaborations stratégiques entre l'AIDER et les établissements universitaires, notamment l'INSEM, pour répondre aux besoins du marché rural.

---

## 2. État des lieux de l'orientation et de l'insertion : des besoins criants en compétences locales

### 2.1. Des formations universitaires déconnectées des réalités du terrain ?

Zakaria Adoum reconnaît que « les formations dispensées à l'INSEM pourraient être mieux alignées sur les besoins du développement local ». Il cite l'exemple des métiers de l'élevage et de la culture maraîchère, où « des profils spécifiques manqueraient cruellement », notamment pour la conception d'infrastructures ou la gestion de l'eau. « Nous faisons souvent appel à une expertise extérieure pour ces tâches », regrette-t-il, soulignant l'urgence de former des diplômés capables de répondre aux défis concrets des producteurs locaux.

### 2.2. L'insertion par l'expérience : stages et partenariats ponctuels

L'AIDER a déjà accueilli des étudiants en stage, « un ou deux à la fois », en raison de ses capacités limitées. « Avant mon arrivée au Conseil d'Administration, j'ai toujours utilisé mes relations pour faciliter les stages des étudiants », confie-t-il. Cependant, cette approche reste insuffisante face à l'ampleur des besoins. « Il serait pertinent de collaborer avec les services de coopération et de défense des études pour plaider en faveur de l'utilisation des diplômés dans ce cadre », propose-t-il.

---

### 3. Dispositifs existants et ressources : vers une mutualisation des efforts

#### 3.1. Des partenariats locaux à renforcer

L'AIDER collabore avec des ONG comme Oxfam (sécurité alimentaire), Prohippa (passation de savoirs) ou le PAM, mais ces liens pourraient être élargis. « Travailler avec des partenaires locaux pour mutualiser les efforts est essentiel », insiste Zakaria Adoum. Il évoque notamment la possibilité d'intégrer des acteurs comme Assef ou Farouk, « bien que certains aient été déplacés hors de Moussoro ». Une coordination accrue avec ces structures permettrait de « partager une vision commune » au bénéfice de l'insertion des jeunes.

#### 3.2. Des ressources inexploitées : l'expertise des diplômés de l'INSEM

L'ONG voit un potentiel inexploité dans les compétences des étudiants de l'INSEM. « Nous pourrions identifier les besoins en compétences des diplômés et les intégrer dans nos projets », suggère-t-il. Par exemple, dans le domaine de l'élevage, « des étudiants pourraient encadrer la population locale dans la production de volailles ou la transformation de la viande ». De même, pour la culture maraîchère, « des formations en gestion de l'eau ou en aménagement de bassins seraient très pertinentes ».

### 4. Accompagnement des étudiants et suivi des anciens : des pistes concrètes

#### 4.1. Créer des passerelles entre l'université et le monde professionnel

Zakaria Adoum propose des actions ciblées pour faciliter l'insertion :

- **Des formations courtes** : « Nous sommes ouverts à des modules pratiques, comme un séminaire de trois jours sur la gestion de l'eau ou l'hygiène en boucherie ».
- **Des journées portes ouvertes** : « Organiser un événement pour présenter les

métiers de la viande, avec des bouchers formés et des élèves de terminale, permettrait de sensibiliser les jeunes aux opportunités locales ».

- **Un suivi des anciens étudiants** : « Une cellule d'aide à l'orientation pourrait remonter les besoins en compétences et capitaliser sur les expériences acquises ».

## 4.2. Capitaliser sur les acquis de l'AIDER

L'ONG, forte de son histoire, pourrait « valoriser son expérience en vie associative et en capitalisation des savoirs ». Une collaboration avec l'INSEM permettrait de « former nos équipes ou nos partenaires sur ces aspects », notamment via des conventions formalisées.

# 5. Préparation aux exigences du secteur professionnel : des métiers en mutation

## 5.1. Les défis technologiques et organisationnels

À moyen terme, l'AIDER envisage des « nouveaux métiers liés à la transformation des produits agricoles et à l'élevage intensif ». Cependant, « ces projections doivent faire partie d'une planification stratégique », admet Zakaria Adoum, soulignant la nécessité d'une « phase de transition » avec la nouvelle équipe dirigeante. « Nous devons travailler avec l'équipe opérationnelle pour élaborer des stratégies concrètes », précise-t-il.

## 5.2. L'entrepreneuriat comme levier d'insertion

L'ONG voit dans l'entrepreneuriat une solution pour « créer des emplois et renforcer le développement local ». Par exemple, « former des bouchers ou des maroquiniers à Moussoro améliorerait la qualité de leurs prestations et générerait des revenus ». Une telle initiative pourrait être pilotée en partenariat avec l'INSEM, via des modules adaptés aux réalités du terrain.

### 6.1. Formaliser les partenariats avec l'enseignement supérieur

Pour Zakaria Adoum, « une convention formelle entre l'AIDER et l'INSEM clarifierait les responsabilités et les engagements de chaque partie ». Cette base solide permettrait de :

- **Définir des projets communs** (stages, formations, recherches appliquées).
- **Identifier des interlocuteurs clés** : « Le chargé de la coopération et le responsable de la scolarité devraient être inclus dans la boucle », suggère-t-il.
- **Élargir le réseau** : « Faciliter un contact avec Oxfam et le PAM pour renforcer les synergies ».

### 6.2. Prioriser les actions immédiates

Parmi les pistes prioritaires :

1. **Lancer un diagnostic des besoins en compétences** dans les secteurs de l'élevage, de la culture maraîchère et de la transformation agroalimentaire.
2. **Organiser des ateliers participatifs** avec les étudiants, les enseignants et les professionnels locaux pour co-construire des solutions.
3. **Créer une cellule d'orientation et d'insertion** au sein de l'INSEM, avec un volet dédié au suivi des anciens étudiants.

### 6.3. Vision à long terme : un écosystème intégré

À horizon 5-10 ans, Zakaria Adoum imagine « un Tchad où les métiers ruraux seront valorisés et où les diplômés contribueront activement au développement local ». Pour y parvenir, il insiste sur :

- **L'adéquation des formations** avec les besoins du marché.
  - **La mutualisation des ressources** entre ONG, universités et acteurs publics.
  - **L'innovation pédagogique**, comme des « laboratoires vivants » où les étudiants appliqueraient leurs connaissances sur le terrain.
-

L'entretien avec Zakaria Adoum révèle une **opportunité majeure** : celle d'un partenariat gagnant-gagnant entre l'enseignement supérieur et les acteurs du développement rural. L'AIDER, avec son ancrage local et son expertise, et l'INSEM, avec son potentiel académique, pourraient ensemble :

- **Former des profils adaptés** aux réalités du terrain.
- **Créer des emplois durables** dans les secteurs agricoles et d'élevage.
- **Capitaliser sur les savoirs locaux** pour une croissance inclusive.

« C'est un projet très important pour nous », conclut Zakaria Adoum. Il appartient désormais aux décideurs du projet APES-Tchad et aux responsables universitaires de concrétiser cette vision, en s'appuyant sur les recommandations issues de cette interview. Une collaboration formalisée, des formations ciblées et un suivi rigoureux des anciens étudiants pourraient, en quelques années, transformer le paysage de l'insertion professionnelle au Tchad.